



CEA/DIF/DSTG/STL

DO 488

16/07/25



25RRQE000583

diffusé le : 31/07/25

CAHIER DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

ENTRETIENS, GROS TRAVAUX ET DEMANDE D'INTERVENTION URGENTE DE VOIRIES ET RESEAUX DIVERS DU CENTRE CEA/DAM/ILE-DE-FRANCE.

Nombre de pages : 36

La Cheffe du DSTG

C. FERRY

CARTOUCHE DES EVOLUTIONS

EDITION	MOTIF ET NATURE DES EVOLUTIONS	DATE
A	Création du document	29/07/2025

ÉLABORATION DU DOCUMENT

Ce document a été rédigé par Mickaël CHUKER, Chargé de travaux du DSTG/STL/GSQEP.

Il a été vérifié par :

- Maëva ROUSSEAU, Cheffe de groupe du DSTG/STL/GSQEP.
- Philippe MERIOT, Chef de service du DSTG/STL.



SOMMAIRE

1. GLOSSAIRE	5
2. INTRODUCTION.....	6
3. CONTEXTE DE LA PRESTATION	6
3.1. DESCRIPTION DU SITE.....	6
3.2. PRESENTATION DU STL.....	6
3.3. INTERLOCUTEURS CEA ET LEURS ROLES.....	7
4. PROFILS ET COMPETENCES DU TITULAIRE	7
4.1. INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE	7
4.2. GESTION DES EQUIPES DU TITULAIRE	8
4.3. COMPETENCES REQUISES DES INTERVENANTS.....	9
5. REGLEMENTATION APPLICABLE	9
5.1. GENERALE.....	9
5.2. METIER.....	10
5.3. DOCUMENTS APPLICABLES ET DE REFERENCE.....	10
5.3.1. <i>Domaine Organisationnel</i>	10
5.3.2. <i>Domaine Technique</i>.....	10
5.3.3. <i>Domaine de la Sécurité / Sûreté</i>.....	11
5.3.4. <i>Domaine de la Protection de l'Environnement</i>.....	11
6. DESCRIPTION DES TRAVAUX.....	12
6.1. PERIMETRE TECHNIQUE DES TRAVAUX.....	12
6.2. PASSATION DES COMMANDES PARTICULIERES.....	12
6.3. ETENDUE DES TRAVAUX POUR CHAQUE OPERATION	12
6.4. VOIRIES, AIRES DE STATIONNEMENT, TROTTOIRS	14
6.5. ASSAINISSEMENT ET RESEAUX DIVERS.....	15
6.6. TERRASSEMENT – MAÇONNERIE – BETON ARME	15
6.7. ETUDE GEOTECHNIQUE ET GEOPHYSIQUE.....	16
6.8. DEMOLITION DE PETITS OUVRAGES.....	16
6.9. PETITS TRAVAUX ASSOCIES ET SIGNALISATIONS	16
6.10. ENTRETIEN DES VRD	16
6.11. REPARATIONS URGENTES	17
6.12. ETUDE GEOMETRIQUE.....	17
7. MODALITES D'EXECUTION	17
7.1. ETABLISSEMENT DES DEVIS	17
7.2. EXECUTION DES TRAVAUX.....	18
7.3. LIVRABLES A REMETTRE.....	18
7.4. MAITRISE DES DOCUMENTS ET DES PLANS	19
7.5. RECEPTION ET FACTURATION.....	20
7.6. LIEU D'EXECUTION / BASE VIE / INSTALLATION DE CHANTIER	20
7.7. CONDITIONS D'INTERVENTION DU PERSONNEL SUR LE SITE	21
7.8. HORAIRES DE TRAVAIL.....	21
7.9. TRANSPORTS ET COMMUNICATION.....	21

7.10.	FLUIDE	22
7.11.	MATERIEL	22
7.12.	ENLEVEMENT DES GRAVOIS, MATERIEL ET MATERIAUX ET NETTOYAGE DU CHANTIER	22
7.13.	GESTION DU PATRIMOINE.....	23
7.14.	CHOIX DU MATERIEL.....	23
8.	DISPOSITIONS RELATIVES A LA QUALITE	23
8.1.	QUALITE D'EXECUTION.....	23
8.2.	DOCUMENTS DE REFERENCE – SIGLES	23
8.3.	EXIGENCES D'ASSURANCE QUALITE ISO 9001	24
8.4.	EXIGENCES COMPLEMENTAIRES POUR LES REFERENTIELS ISO 9001	24
8.4.1.	Responsabilité de la Direction	24
8.4.2.	Plan d'Assurance Qualité Particulier	24
8.4.3.	Maîtrise des procédés	25
8.4.4.	Fiche d'Evènement	25
9.	DISPOSITIONS RELATIVES A LA SANTE, LA SECURITE ET L'ENVIRONNEMENT	25
9.1.	EXIGENCES SANTE, SECURITE	25
9.1.1.	Plan de prévention et Bon d'Intervention	25
9.1.2.	Equipements de protection individuelle et collective.....	26
9.1.3.	Formation, habilitation et autorisation de conduite.....	26
9.1.4.	Travaux par points chauds	26
9.1.5.	Point d'arrêt.....	27
9.1.6.	Gestion du risque amiante	27
9.1.7.	Travaux en hauteur/nacelle/échafaudage	27
9.1.8.	Accident du travail.....	28
9.2.	EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES	28
9.2.1.	Respect de la faune et la flore	28
9.2.2.	Limitation des gaz à effets de serre (GES)	28
9.2.3.	Autres exigences environnementales	29
9.2.4.	Indicateurs de performance environnementale	29
10.	ORGANISATION DE LA PRESTATION	30
10.1.	REUNIONS.....	30
10.1.1.	Réunion de lancement du marché	30
10.1.2.	Réunions trimestrielles	30
10.1.3.	Réunions annuelles	32
10.2.	VISITES DE CHANTIER.....	32
10.3.	INDICATEURS DE SUIVI.....	32
10.3.1.	<u>Indicateur 1 (IQ1) : Délai moyen de fourniture des chiffrages des Gros travaux de VRD</u>	33
10.3.2.	<u>Indicateur 2 (IQ2) : Délai moyen de fourniture des décomptes mensuels des Demandes d'Interventions Urgentes (DIU)</u>	33
10.3.3.	<u>Indicateur 3 (IQ3) : Respect des délais de réalisation des DIU</u>	33
10.3.4.	<u>Indicateur 4 (IQ4) : Respect des dispositions de sécurité.....</u>	34
10.3.5.	<u>Indicateur 5 (IQ5) : Respect des exigences environnementales.....</u>	34
	ANNEXE I - DESCRIPTION DES VRD	34
	ANNEXE II - MODELE DE BON D'INTERVENTION	35
	ANNEXE III - REPARATIONS URGENTES EN 2025*	36

1. GLOSSAIRE

SIGLES	SIGNIFICATION
BACO	Bureau des Affaires Commerciales
BI	Bordereau d'Intervention
BPE	Bon Pour Exécution
BT	Bureau Technique
BSD	Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux
CCTG	Cahier des Clauses Techniques Générales
CCTP	Cahier des Clauses Techniques particulières
CEA	Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives
CI	Chef d'Installation
CT	Chargé de Travaux
DAAT	Diagnostic Amiante Avant Travaux
DAO	Dessin Assisté par Ordinateur
DAM	Direction des Applications Militaires
DIF	DAM Ile de France
DOE	Dossier des Ouvrages Exécutés
DIUO	Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage
DIU	Demande d'Intervention Urgente
DSTG	Département Sécurité Technique et Gestion
DTA	Dossier Technique Amiante
EPI	Equipement de Protection Individuelle
EPS	Elément participant à la sureté
FE	Fiche d'Evènement
FDS	Fiche de Données de Sécurité
FLS	Formation Locale de Sécurité
GLS	Groupe Logistique et Services
GMAO	Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur
GMET	Groupe Maintenance Exploitation Travaux
GSQEP	Groupe Sécurité Qualité Environnement Patrimoine
II	Installation Individuelle (de l'INB)
INB	Installation Nucléaire de Base
INBS	Installation Nucléaire de Base Secrète
ISI	Ingénieur Sécurité Installation
OPR	Opérations Préalables à la Réception
PAQ	Plan Assurance Qualité
PAQP	Plan Assurance Qualité Particulier
PCM	Personne en Charge du Marché
PV	Procès-Verbal
RIC	Réunion d'Inspection Commune
SPR	Service de Protection contre les Rayonnements
STL	Service Technique et de Logistique
TGCC	Très Grand Centre de Calcul
TQC	Tel Que Construit
VAO	Visa Avec Observation
VRD	Voiries et Réseaux Divers
VRP	Visites Règlementaires Périodiques
VSO	Visa Sans Observation
14	Numéro d'appel du bureau technique

2. INTRODUCTION

Le présent Cahier des Spécifications Techniques Particulières (CSTP) a pour objet de définir les travaux de réfection et d'entretien des VRD, de l'assainissement, de terrassement et les travaux annexes du centre CEA/DAM Île-de-France de Bruyères-le-Châtel.

Il donne les renseignements sur la nature des travaux à effectuer et leur localisation.

3. CONTEXTE DE LA PRESTATION

3.1. DESCRIPTION DU SITE

Le centre CEA/DAM Ile de France, implanté sur les communes de Bruyères-le-Châtel et d'Ollainville dans le sud du département de l'Essonne, d'une superficie clôturée de 40 hectares est composé d'environ 120 bâtiments d'une surface totale construite tous niveaux de 180 000 m².

Les bâtiments sont globalement de type construction traditionnelle en béton armé des années 50, deux bâtiments des années 1996/98, des bâtiments construits en 2006, en 2009, en 2022, un château en pierre de taille, et des bâtiments de type construction modulaire en 2019 et 2023. Dans ces bâtiments sont répartis des locaux administratifs, de grands instruments de physique, des salles informatiques, des laboratoires, des locaux techniques et hangars, ainsi que des zones contrôlées.

Le site est une INBS (Installation Nucléaire de Base secrète), et intègre quatre Installations Individuelles (II).

Le centre connaît depuis quelques années un développement fort des capacités de calcul informatique (TGCC : Très Grand Centre de Calcul), à la fois pour couvrir les applications spécifiques DAM mais aussi pour applications ouvertes au monde industriel et universitaire.

L'adresse du site est la suivante :

**Centre DAM Ile de France
Bruyères-le-Châtel 91297 ARPAJON Cedex**

3.2. PRESENTATION DU STL

Unité du Département Sécurité Technique et Gestion (DSTG), le Service Technique et Logistique (STL) assure le maintien en condition opérationnelle des installations et des bâtiments du centre de Bruyères-le-Châtel.

Le STL est organisé selon une structure hiérarchique à deux niveaux :

- Un échelon central piloté par un chef de service et son adjoint,
- Trois groupes :
 - Le Groupe Maintenance Exploitation et Travaux (GMET),
 - Le Groupe Logistique et Services (GLS),
 - Le Groupe Sécurité Qualité Environnement Patrimoine (GSQEP).

Les principales fonctions du STL sont :

- Assurer la disponibilité des installations en conditions opérationnelles,

- Exploiter les installations d'intérêt commun,
- Réalisation des travaux de rénovation des bâtiments pour les différentes unités du Centre,
- Assurer la gestion du patrimoine,
- Assurer le soutien logistique du centre CEA/DAM de Bruyères le Châtel.

3.3. INTERLOCUTEURS CEA ET LEURS ROLES

Les différents interlocuteurs pour le suivi opérationnel du marché (liste non exhaustive) sont :

- **Vis-à-vis de l'exécution du marché :**

- Le Maîtrise d'ouvrage : Le CEA/DAM/Ile-de-France.
- Le Commanditaire / Demandeur : Unité du CEA/DAM/Ile-de-France demandeuse de travaux.
- La Personne en Charge du Marché (PCM) : elle est responsable de la coordination générale du contrat, de son suivi financier, ainsi que du respect des règles QSE et des Achats applicables. Elle appuie le Titulaire et les chargé(e)s de travaux en cas de difficulté d'exécution des demandes de travaux réalisées dans le cadre du marché. Elle organise et conduit les réunions contractuelles, vérifie et valide les procès-verbaux correspondant au marché.

Elle doit notamment s'assurer :

- De faire appliquer par le Titulaire, les prix BPU et le Batiprix,
 - De prendre en compte le REX afin de rentrer dans une démarche d'amélioration des prestations réalisées tant du point de vue organisation que de la qualité des travaux réalisés.
 - Le chargé de travaux STL : Chargé de travaux pouvant solliciter le marché objet du CSTP pour la réalisation de travaux VRD.
 - Le Pilote commercial et juridique du marché : le Bureau des Affaires Commerciales (BACO).
 - Le Bureau Technique (BT) : en soutien du STL, le BT édite et clôt les ordres de travaux correctifs.
- **Vis-à-vis de la sécurité :**
- Le Chef d'Installation : le délégataire du Directeur du centre en matière de sécurité pour l'installation dont il a eu la responsabilité.
 - L'Ingénieur Sécurité d'installation : correspondant sécurité de l'installation et du Maître d'Ouvrage.

4. PROFILS ET COMPETENCES DU TITULAIRE

4.1. INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE

Le Titulaire retenu désigne :

- Un correspondant Qualité Sécurité Environnement (QSE)

Le Titulaire s'engage à désigner un correspondant QSE qui est l'interlocuteur dans le domaine de la qualité, de la sécurité et de l'environnement auprès du CEA. Sa présence est obligatoire aux réunions : d'inspection commune, d'élaboration du plan prévention annuel et à l'élaboration des plans de prévention

spécifiques le cas échéant. Il vérifie l'application par le personnel du Titulaire, des règles législatives et consignes de sécurité internes au CEA. Il établit à la fin de chaque trimestre le tableau de bord des accidents de travail relatif aux chantiers qui sont confiés au Titulaire. Cette synthèse devra apparaître dans les rapports d'activité trimestriels (cf §10.1.2.1).

- Un responsable technico-commercial du marché

Le Titulaire s'engage à désigner un responsable technico-commercial pour l'accord cadre qui est l'interlocuteur privilégié du CEA. Il assure le suivi contractuel avec la PCM et le BACO. Il rend compte périodiquement à la PCM CEA de la réalisation des tâches effectuées dans le but d'assurer un suivi précis et une optimisation permanente de la prestation. Il participe aux réunions trimestrielles organisées par le CEA.

- Un responsable technique du site

Le Titulaire s'engage à désigner en sus du responsable technico-commercial du marché, un responsable technique du site qui est l'interlocuteur privilégié de la PCM du STL.

A chaque demande d'intervention, le responsable technique du site doit rencontrer sous 10 jours ouvrés la PCM du CEA, proposer une offre conforme aux exigences du cahier des charges spécifiques, prendre en charge rapidement la demande d'intervention, préparer les chantiers, participer aux visites préalables et au(x) plan(s) de prévention. Il veillera au quotidien, au respect des règles de sécurité et notamment à l'application des moyens de prévention et de protection définis dans les plans de prévention et les bordereaux d'intervention établis pour les opérations.

Selon la nature des travaux, le responsable technique du site doit également gérer les interfaces avec les différents interlocuteurs du CEA concernés (Chargé de travaux CEA, chef d'installation, Service de Protection contre les Rayonnements ou SPR, Formation Locale de Sécurité ou FLS, ingénieur de sécurité d'installation ou ISI...).

4.2. GESTION DES EQUIPES DU TITULAIRE

Le Titulaire doit être particulièrement attentif au bon transfert d'informations sur le fonctionnement et les procédures en vigueur lors de l'arrivée d'un nouvel élément au sein des équipes en place.

Pour tous les travaux confiés au Titulaire, le CEA exigera un suivi du planning d'exécution (fourni par le Titulaire lors de la remise de son offre et remis à jour lors de la réunion de démarrage des travaux) qui devra prendre en compte les compétences techniques indispensables et les périodes de congés, ainsi que les contraintes liées au site.

Le Titulaire tient à jour la liste et documents liés à son personnel, et les tient à disposition du CEA :

- La grille des compétences,
- La copie des certificats de formation,
- La copie des certificats de visites médicales du travail,
- Les attestations d'habilitation,
- Les habilitations du personnel en sous-section 4 : certificats de formation des encadrants techniques et des opérateurs intervenants,
- Les habilitations du personnel en sous-section 3 le cas échéant pour les opérations de désamiantage.

4.3. COMPETENCES REQUISES DES INTERVENANTS

Pour le pilotage du marché, le Titulaire devra justifier :

- D'une expérience en suivi de projets,
- D'une expérience significative d'analyse, de faisabilité et d'études de prix,
- D'une capacité à communiquer, à rendre compte et à gérer les interfaces avec les différentes entités du CEA.

Pour le pilotage des travaux, le Titulaire devra justifier :

- D'une expérience de coordination de chantier,
- D'une expérience en planification de travaux et de faisabilité technique,
- D'une capacité à communiquer et à rendre compte,
- D'une mise en œuvre de moyens pour être joignable à tout moment.

Pour l'exécution des travaux, les intervenants du Titulaire devront justifier :

- Des qualifications, habilitations et aptitudes nécessaires pour chaque corps d'états mentionné dans le § 9.1.3 du présent CSTP.
- D'une connaissance technique et réglementaire des corps d'états décrits ci-après,
- Des compétences dans les différents corps d'états (y compris pour les sous-traitants, le cas échéant),
- D'une connaissance précise des règles de sécurité et de leur mise en œuvre,
- D'une expérience significative dans l'organisation et la réalisation de prestations d'entretien et de réparation, et d'une capacité à répondre rapidement en cas d'urgence.

5. REGLEMENTATION APPLICABLE

5.1. GENERALE

Les principaux textes réglementaires suivants sont pris en compte :

- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers,
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement,
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier,
- Arrêté du 02/12/69, relatif à la commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction,
- Approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 du 30/11/2011 relatif aux conditions de protection du secret et des informations concernant la défense nationale et la sûreté de l'Etat dans les contrats,
- Arrêté du 10/08/84 relatif à la conception, à la construction et à l'exploitation des installations nucléaires de base.
- Les normes et DTU relatives aux travaux de VRD et aux corps de métiers associés, tels que :

- DTU Béton NF DTU 21 : Exécution des travaux en béton,
- NF P 98-331 : Règles sur les profondeurs minimales autorisées pour les réseaux,
- NF P 98-332 : Règles de distanciation sur la mise en place des raccordements,
- NF P 03-001 : Règles d'édification (agencements constructifs, justification ou dimensionnement des ouvrages).

Cette liste n'est pas exhaustive le Titulaire respecte toutes les Normes et Réglementations en vigueur dans le cadre de son marché.

5.2. METIER

Sauf indications complémentaires au CSTP, les travaux devront toujours respecter les règles de l'Art et toutes les normes en vigueur à la date d'exécution des travaux dont les guides techniques SETRA/LCPC de réalisation des remblais et des couches de formes de juillet 2000, de conception et de dimensionnement des structures de chaussées de décembre 1994.

5.3. DOCUMENTS APPLICABLES ET DE REFERENCE

Le Titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une non-connaissance de la réglementation en vigueur.

5.3.1. Domaine Organisationnel

Documents de référence :

1. Règlement intérieur du CEA/DIF (dernière version en vigueur).
2. Procédure Surveillance et pilotage des marchés de sous-traitance du STL SYM M000U RQE PRO 18 000417 A.
3. Procédure de maîtrise des écarts et d'amélioration du STL SYM DA40U RQE PRO 19000171.
4. Fiche d'évènement réf. SYM DA50U RZB FE-20000099 A.
5. Procès-Verbal des Opérations Préalables à la Réception – OPR.
6. Procès-verbal de Réception.
7. Procédure d'organisation et de gestion des VRP sur le centre DIF par le STL RTR BRUYER RQE NOT OR 00242.
8. Plan de prévention annuel de la prestation (signé par le Titulaire, ses cotraitants le cas échéant, ses sous-traitants et le CEA).
9. L'organisation pour la maîtrise des interventions des entreprises extérieures intervenant sur le centre du CEA/DAM-Île de France référencée SYM SS00U RCJ INS 19000114 A du 21/03/2019.

5.3.2. Domaine Technique

Les prestations seront exécutées conformément aux normes en vigueur. Elles devront répondre aux prescriptions des textes officiels parus le premier jour du mois qui précède la date de remise des offres.

Le Titulaire s'engage à les présenter sur demande au cours des différentes étapes du projet.

Documents applicables :

10. Dossiers Techniques Amiante des Installations de la DIF.
11. Instruction pour la constitution d'un DOE SYMS0704RDDINQ00130082 et sa version simplifiée.
12. CSTG des Travaux HT/BT applicables aux centres DAM SIG THBB1 RED CDC G9162247A.
13. CSTG des Travaux HT/BT applicables aux centres DAM annexe du centre DIF SIG THBB4 RED CDC G9162633A.
14. CSTG Travaux cycle de l'Eau.
15. Spécifications Générales des Centrales Gaz du centre de Bruyères-le-Châtel CFA TLS GAZ RQE NTE I50 00079.
16. Spécifications Générales Protections Physiques du centre de Bruyères-le-Châtel CFA PPH 000 RQE NTE I50 0013 B.
17. Spécifications Générales de Sécurité Incendie sur le centre Bruyères-le-Châtel CFA TLS INC RQE NTE I39 00048.
18. Organisation pour la maîtrise du risque amiante du Centre CEA/DAM-Ile de France SYM SS00U RCJ INS 18000009 A.
19. Mémo chantiers amiante SS3 et chantiers amiante SS3 nucléaire : REX associé SYM SS10U RQE ORG 22000064 A.
20. Cahier des spécifications techniques générales – Réalisation de prestations sur le Centre CEA/DAM Ile-de-France de Bruyères-le-Châtel DSTG/STL - CEA/DIF/DSTG/STL DO 90.
21. Règles générales d'implantation de structure en zone entreprise (NZE) - SYM SS00U RQE DS 18000971 C

5.3.3. Domaine de la Sécurité / Sûreté

Documents applicables :

22. Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale 1300.SGDN.2011.
23. Instruction fixant des dispositions générales applicables aux EE intervenant sur les centres CEA/DAM SYM S0201 SPP INQ 09000860.

Le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des prescriptions du chapitre 6 des Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA disponible sur le site <http://www.cea.fr>.

5.3.4. Domaine de la Protection de l'Environnement

Documents applicables :

24. Politique environnementale du CEA/DAM/IDF.
25. Gestion des déchets des Entreprises Extérieures intervenant sur les sites ENV S0701 RQE PRO STL S0296 A.

6. DESCRIPTION DES TRAVAUX

La description des travaux listée ci-dessous n'est pas exhaustive. Les limites de prestations seront définies dans les demandes du CEA (expression de besoin ou cahier des charges spécifique). Avant toutes prestations d'excavation, d'ouverture de tranchée ou de travaux destructifs, des inspections préalables seront effectuées par un personnel CEA formé AIPR. L'ensemble des réseaux souterrain étant de la responsabilité du CEA, des tracés au sol seront effectués (dans la mesure du possible) afin d'identifier les réseaux présents au droit du chantier et à proximité immédiate. A l'extérieur du site, il sera demandé au Titulaire d'effectuer des DT/DICT afin de s'assurer de la présence de réseaux qui ne seraient pas de la responsabilité du CEA.

6.1. PERIMETRE TECHNIQUE DES TRAVAUX

Le Titulaire réalisera :

- Des travaux ponctuels sur la base d'un cahier des charges techniques particulier dans les domaines suivants :
 - Voiries, aires de stationnement, trottoirs,
 - Assainissement et réseaux divers,
 - Terrassement – Maçonnerie – Béton armé,
 - Démolition de petits ouvrages,
 - Petits travaux associés et signalisations.
- L'entretien des grilles et avaloirs de l'ensemble des VRD,
- Des réparations urgentes sur la base d'une demande d'intervention, suite à un appel au « 14 » (n° d'urgence du CEA/DIF).

6.2. PASSATION DES COMMANDES PARTICULIERES

Pour chaque opération à réaliser, le STL remettra au Titulaire une expression de besoin spécifique pour les travaux ponctuels, d'entretien et une demande d'intervention pour les réparations urgentes. Le Titulaire pourra le cas échéant réaliser une visite des lieux concernés, et devra nécessairement adresser au CEA la réponse sur la base des prix indiqués dans le bordereau de prix annexé au marché. Le montant de chaque opération doit être inférieur à 50 000 € Hors Taxes (sauf prestation exceptionnelle sous validation du CEA concernant les travaux de voirie amiantée en SS3).

6.3. ETENDUE DES TRAVAUX POUR CHAQUE OPERATION

Le Titulaire est tenu, en raison de sa qualification professionnelle, à l'obligation de réalisation complète et parfaite des ouvrages, en stricte conformité avec les règles de l'art et les normes en vigueur au moment de la réception des travaux.

Le Titulaire a aussi une mission de conseil et d'optimisation de sa prestation. Il est réputé connaître les obligations et responsabilités qui découlent de l'application de la réglementation.

La prestation du Titulaire et de ses sous-traitants éventuels comprend, de façon non limitative :

- Le signalement de toutes les erreurs ou omissions constatées sur les documents remis pour l'établissement de son étude,
 - La réalisation des études d'exécution, quand cela est nécessaire,
 - La fourniture du plan d'installation de chantier, quand cela est nécessaire,
 - La remise des documentations techniques et fiches produits, échantillons des différents matériaux et produits mis en œuvre,
 - La conduite et la surveillance des chantiers,
 - Un contrôle interne de ses travaux dont il doit pouvoir rendre compte en permanence au CEA,
 - La présence aux réunions de chantier, visite de chantier, réunion de coordination et toute autre réunion spécifique sur demande du CEA,
 - La réception des supports des ouvrages,
 - L'implantation de ses ouvrages,
 - La fourniture, le transport à pied d'œuvre, le stockage, la manutention, la mise en œuvre, la pose et le réglage de tout le matériel nécessaire à l'exécution des travaux (y compris le repli du chantier),
 - Les moyens de levage et d'accès particuliers à chaque corps d'état,
 - Les protections de quelques natures qu'elles soient évitant les détériorations des lieux pendant le chantier,
 - Le respect de toutes les dispositions réglementaires de protection, sécurité et signalisation, tout au long des travaux, et jusqu'à leur réception,
 - La protection des ouvrages réalisés jusqu'à leur réception,
 - La réalisation de tous les travaux décrits ou non mais néanmoins nécessaires pour une exécution totale et parfaite des ouvrages et des prestations demandées,
 - Le maintien en parfait état de propreté du chantier et des voies d'accès empruntées,
 - L'évacuation des déchets,
 - Les éléments provisoires ou définitifs de raccordement, de jonction ou d'habillage avec les corps d'état adjacents à ses ouvrages,
 - Le remplacement, aux frais de l'entreprise, des équipements ou installations détériorées pendant les travaux. Les matériaux et matériels de substitution seront au moins de qualité identique à ceux endommagés,
 - Le nettoyage de tous ses ouvrages en cours et en fin de travaux, l'enlèvement des protections temporaires, à une date qui sera précisée par le CEA,
 - La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après la réception,
 - La levée de toutes les réserves après réception des travaux et pendant la période de garantie contractuelle,
 - La prise en charge et mise en œuvre des essais réglementaires, contractuels ou demandés par le CEA,
 - L'établissement du dossier de fin d'affaire DOE et notamment la fourniture des plans de recollement TQC (Tel Que Construit) selon la charte graphique utilisée par le CEA pour intégration dans la gestion de patrimoine du centre, et ce pour toutes les affaires sur demande du CEA (réf. § 5.3).
-

6.4. VOIRIES, AIRES DE STATIONNEMENT, TROTTOIRS

La création ou la reconstitution (réfection complète) de voirie (chaussée, routes et parkings) comprend :

- La découpe de revêtement de surface, fouilles et terrassements, démolition éventuelle de béton armé ou non, dallage, chaussées, trottoirs et bordures, dépose de caniveaux, réglage du fond de fouille, régalage de terre, évacuation et transport des déblais et gravats en décharges publics, remblais et compactage. Les remblais ou terres devront être soumis à des analyses du SPR avant leur sortie du site,
- Pour la réfection, reprise de la couche de forme, de la couche de base et de la couche de roulement à l'identique,
- Compris toutes sujétions de préparation de la surface existante, de compactage des couches sur les parties rabotées ou sciées,
- Pour la construction de chaussée : fourniture et mise en œuvre de géotextile (bidim), sous couche en sablon ou sous couche drainante ou grave non traitée, fourniture et mise en œuvre d'une couche de base en grave ciment ou en sable traité, fourniture et mise en œuvre d'une couche d'imprégnation sablée ou couche d'accrochage (émulsion de bitume), fourniture et mise en œuvre d'un revêtement en enrobés ou de gravillons roulés (couche de roulement : émulsion de bitume et gravillons),
- Pour la création de route béton : fourniture et mise en place de route béton avec treillis et chape incorporée,
- La fourniture et pose éventuelle de bordures type T2 et/ou P2, de canalisations d'assainissement (tuyaux PVC), de réseaux électriques (fourreaux), percement et raccordement sur réseaux existants, fourniture et pose de regards béton de visite, à grille ou de branchement, de tampons fonte ou avaloir ou de fermeture et de caniveaux béton ou à grille,
- Le marquage éventuel au sol et signalisation : passages piétons, lignes blanches, traçage de place de parking, etc...), fourniture et pose de panneaux de signalisation, régalage de terre, remblais, engazonnement, fourniture et pose éventuelle de clôtures,
- Le nettoyage.

La réfection de voirie comprend :

- Le rabotage de chaussée, l'évacuation des gravats,
- L'imprégnation de cut back fluide sur couche de base, couche d'accrochage,
- La mise en œuvre mécanique d'enrobés, balayage mécanique,
- Le remplacement éventuel de bordures,
- Le nettoyage.

La création ou la reconstruction de trottoirs et bordures comprend :

- Les fouilles, terrassements, démolition de béton, de trottoirs et de bordures existants, dépose de dalles de caniveaux, évacuation des gravats en décharge,
- La sous couche en sablon, sous couche drainante en mâchefer, couche de base en sable traité,
- La fourniture et pose de bordures T2 et/ou P2, béton pour pose de bordures,

- La fourniture et mise en place de treillis, fourniture et pose de trottoirs béton sur forme sablon, chape sur trottoirs lissée, bouchardée ou talochée avec mortier de ciment teinté dans la masse, ou bien de trottoirs en enrobé rouge,
- La réfection de joints de dilatation type réglastique sur bordures,
- La fourniture et pose éventuelle de tampons fonte ou avaloir, de caniveaux, de regards et canalisations PVC,
- Le nettoyage.

6.5. ASSAINISSEMENT ET RESEAUX DIVERS

La création, le remplacement ou la réfection de réseaux d'eaux pluviales et de réseaux d'eaux usées comprend :

- La démolition de béton, de dallage, de chaussée et trottoirs béton, terrassement en tranchée, dépose de canalisation, fouilles de terrain, régalinge de fond de fouille, évacuation des déblais,
- La pose de canalisations d'assainissement et de drains PVC posées sur lit de sable,
- La fourniture et pose de regards descentes d'eaux pluviales et de tampons béton, de regards de visite ou de branchement béton, de tampons fontes, de couches d'égouts ou avaloirs fontes, percement de regards existants pour raccordement, création de cunettes,
- La fourniture et pose de fourreaux sur lit de sable, scellement des fourreaux,
- La fourniture et pose de grillage avertisseur, de regards et tampons de fermeture, fourniture et pose de chambre de tirage béton*, percement de regard, raccord et scellement sur réseaux existants, câbles d'éclairage, câbles de terre,

*Un soin particulier sera apporté pour les chambres de tirage avec un système de drainage efficace et notamment la mise en place de grille de protection aux chambres de tirage pour la haute tension.

- Les remblais des ouvrages et tranchées y compris compactage avec sablon ou déblais stockés sur site,
- La reconstitution d'ouvrages en béton, de routes, chaussées, trottoirs et bordure béton, régalinge de terre, engazonnement...
- La réhabilitation de réseau EP existant par gainage : travaux de curage, nettoyage et rinçage de conduite, intervention du robot pour fraisage des racines et préparation au gainage, gainage avec gaine époxydique, réouverture de gaine au niveau des regards de visite, contrôle caméra après gainage et rapport vidéo.

6.6. TERRASSEMENT – MAÇONNERIE – BETON ARME

La création ou reconstitution de caniveaux béton comprend :

- Le terrassement, démolition de dallage et d'ouvrages en béton, fouilles en tranchée pour pose de caniveaux,
- La reprise ou réalisation de dallage béton pour caniveaux avec chape, scellement des cornières,
- La fourniture et pose de caniveaux, béton pour pose de caniveaux, fourniture et pose éventuelle de regards bétons, de tampons lourds avec vérins, de bordures...

La réfection des escaliers bétons extérieurs comprend :

- La démolition éventuelle du carrelage existant et piochage du support pour les escaliers carrelés, évacuation des gravats en décharge,
- Le coffrage des marches, réfection de la maçonnerie,
- La réfection de carrelage : fourniture et pose scellée de carrelage extérieur antidérapant (grès cérame) sur marches, contre marches, paliers intermédiaires et supérieurs et de plinthes, raccords d'enduits, nettoyage de chantier.

La création ou reconstruction d'ouvrage en béton (dalles, murs, escaliers...) comprend :

- La démolition de béton, fouilles et terrassement, réglage du fond de fouille, béton pour fondations, semelles et planchers, fourniture et pose d'armatures en acier doux ou tor, coffrage, ferrailage,
- Le coulage de dalle béton et mise en œuvre de chape lissée, talochée ou bouchardée sur dalle,
- La fourniture et pose de maçonnerie de parpaings et murs blocs bétons, mise en œuvre d'enduit taloché fin et de gobetis de dégrossissage sur murs, enduits arêtes droites rondes ou gorges, béton pour murs et voiles verticaux, poutres, poteaux, ouvrage isolés...

6.7. ETUDE GEOTECHNIQUE ET GEOPHYSIQUE

Toutes structures de voiries ou de terrassement avec enfouissement de réseaux ou caniveaux devront être contrôlées. Des études de compactages avec remise de rapport de contrôle seront demandés au Titulaire afin de confirmer le bon compactage des sols ou du sous-bassement de nouvelle voirie.

Ces études auront pour objectif de déterminer si les potentielles anomalies qui pourraient survenir post travaux, prennent leurs origines aux travaux effectués ou à une autre source.

Ces rapports seront archivés et serviront par la suite au CEA pour toute modification demandée ou nécessaire dans le futur.

6.8. DEMOLITION DE PETITS OUVRAGES

La démolition d'ouvrages inutilisés ou au préalable de travaux.

6.9. PETITS TRAVAUX ASSOCIES ET SIGNALISATIONS

La réalisation de clôtures, portails, mobiliers urbains, signalétiques horizontale et verticale.

6.10. ENTRETIEN DES VRD

Pour l'entretien des VRD, le Titulaire procédera à une visite mensuelle qui concernera les opérations suivantes :

- La vérification des aires de circulation, parking, trottoirs, des réseaux divers, réseaux de drainage, des galeries techniques et des clôtures,
- Le signalement immédiat de toutes avaries ou anomalies.



En plus de ces opérations de surveillance et de vérification, il est procédé :

- Au nettoyage des caniveaux, grilles, avaloirs, tampons et puisards (une fois par trimestre),
- Aux réparations courantes (dans les 5 jours ouvrés de la prise en charge de la DIU).

A la suite de cette visite, un rapport mensuel sera fourni sur :

- L'état général des VRD et des clôtures,
- Les réparations urgentes à réaliser.

6.11. REPARATIONS URGENTES

Cette réalisation pourra se traduire par une réparation immédiate ou une mise en sécurité, suivie d'une réparation si le montant des travaux est inférieur à 50 000 € HT. Dans le cas contraire, le Bureau des affaires commerciales, se chargera de lancer une consultation adaptée auprès des sociétés compétentes.

Ces interventions, plus communément nommées demandes d'intervention urgente (DIU) doivent être réalisées au plus vite. Dans le cadre d'une réparation mineure, d'une sécurisation ou d'un rebouchage d'un nid de poule avec de l'enrobé à froid, le Titulaire aura 5 jours ouvrés pour intervenir.

Certaines DIU peuvent nécessiter des réparations plus étendues ou des moyens lourds. Dans ces situations, il sera demandé au Titulaire de sécuriser la zone concernée puis remettre un devis au chargé de travaux afin d'établir un planning d'intervention pour régulariser la situation.

6.12. ETUDE GEOMETRIQUE

Lors de la création de nouvelles structures, une étude préalable pourra être demandée avec la réalisation de relevés géométriques comprenant la remise de plans avec côtes ou relevés topographiques du terrain, ainsi que des relevés des côtes des ouvrages souterrains existants selon les normes en vigueur.

Avant travaux, une géolocalisation des réseaux devra être réalisée conformément à la réglementation. Si de nouveaux réseaux sont créés, notamment des réseaux dit à risque (haute-tension, gaz, chauffage) un géo référencement devra être exécuté.

Ces relevés devront être référencés aux côtes NGF (Terrain Naturel dit TN, Fil d'eau dit FE et si possible le Radier et le diamètre de l'ouvrage) et devra prendre en compte le système de coordonnées RGF93.CC49.

Ces plans seront réalisés sous AUTOCAD 2021 (ou version antérieure compatible) et remis sous format numérique et/ou format papier au chargé d'affaire (réf. § 7.12).

L'ensemble de ces documents seront demandés pour tout DOE, mais il sera possible que des demandes soient réalisées ponctuellement pour une mise à jour des plans avec intégration au patrimoine du CEA.

7. MODALITES D'EXECUTION

7.1. ETABLISSEMENT DES DEVIS

Pour chaque ordre de travail, le Titulaire devra :

- Rencontrer la PCM ou le chargé de travaux CEA dans un délai de 5 jours ouvrés,

- Participer aux visites préalables afin de définir les limites des travaux, déterminer ou vérifier les mètres. Cette prestation est de la responsabilité du Titulaire. En cas d'erreur, aucune rémunération complémentaire ne sera due par le CEA,
- Proposer une offre conforme aux exigences du cahier des charges techniques particulier ou de la demande d'intervention dans un délai de 10 jours ouvrables,
- Proposer un devis sur la base des prix unitaires, du BATIPRIX et des taux horaires définis dans le BPU ET BATIPRIX*.

Chaque année, le Titulaire proposera si nécessaire, une mise à jour du BPU pour prendre en compte notamment l'évolution ou la suppression des références, l'ajout ainsi que le remplacement des matériels devenus obsolètes. Les nouvelles références seront ajoutées aux BPU, après approbation par le CEA.

Si le CEA commande une référence qui n'est plus aux BPU ET BATIPRIX ou plus disponible, le Titulaire s'engage à remplacer ce produit par un produit équivalent au même prix que le produit initial. Ce remplacement s'effectue avec l'accord du CEA.

A noter que les devis devront être forfaitaires et fermes avec une durée de validité de 6 mois.

Pour les réparations urgentes, elles seront réalisées suite à la demande expresse du CEA, sur la base d'une demande d'intervention établie par le CEA. Le Titulaire interviendra dans les 5 jours ouvrés, sans établir de devis, sauf si les travaux dépassent les 2 jours ouvrés ou s'ils concernent des travaux hors BPU ET BATIPRIX.

**Les volumes qui concerneront ce marché sont :*

- *Le tome n°1 pour la partie gros œuvre, maçonnerie, terrassement, etc.*
- *Le tome n°2 pour la VRD, les espaces verts et le mobilier urbain.*

7.2. EXECUTION DES TRAVAUX

Pour les travaux ponctuels et les travaux d'entretien, le Titulaire doit :

- Prendre en charge rapidement l'ordre de travail (le délai de démarrage des travaux est de 10 jours ouvrés négociable avec le CEA),
- Participer au Plan de Prévention si nécessaire,
- Préparer les chantiers, y compris les bons d'intervention, permis feu, demandes de consignation, ...
- Faire signer le Bon d'Intervention (qui peut être l'ordre de travail),
- Mettre en place les balisages de la zone de travaux et la signalétique associée,
- Participer aux réunions de suivis de chantier.

Pour les réparations urgentes :

- Le délai d'intervention des réparations d'urgences est de 5 jours ouvrés maximum après l'appel du CEA ou à partir de la réception de la demande d'intervention.

7.3. LIVRABLES A REMETTRE

Selon la nature des travaux à réaliser, les documents suivants pourront être demandés par le CEA :

- Un planning d'exécution,

- Les fiches de données de sécurité des produits,
- Les fiches techniques des produits utilisés,
- Les notes de calcul,
- Les certificats de conformités réglementaires,
- Les plans de contrôles renseignés,
- Les documentations techniques et procès-verbaux des produits mis en place,
- Les P.V. de classement au feu,
- Les notices techniques de fonctionnement, d'entretien et de maintenance de tous les équipements,
- Le résumé de l'intervention : synthèse et descriptif des activités, référence du marché, liste des intervenants (sous-traitants) et de leurs activités,
- Le dossier de réception comprenant (cahier de recette, procédures et programme de réception, fiches de contrôle, de réception et d'essais (de compactage ou pénétré), suivi et fiche de contrôle levées de réserves),
- Les certificats d'évacuation des déchets,
- Rapports des essais en laboratoire (carottages),
- Les DOE, plans, inventaires pour la GMAO et la gestion du patrimoine, ...

Dès leur réception, ces documents, notes et plans deviennent propriétés du CEA.

Le CEA fournira en cas de besoin et à la demande du Titulaire, tout document nécessaire à l'étude et à l'exécution des prestations (plan des installations et des réseaux concernés...).

7.4. MAITRISE DES DOCUMENTS ET DES PLANS

Les documents sont transmis au CEA sous forme informatique et papier pour validation. Ceux-ci sont de plusieurs types, selon les travaux à effectuer :

- **Planning :**
Un planning d'exécution doit impérativement être fourni avant tout démarrage de travaux. Il constitue une mise à jour du planning prévisionnel de réalisation en tout état de cause, les jalons de début et de fin doivent être les mêmes que ceux remis lors de la phase d'établissement du devis. Il détaille les travaux à mener, présenté au format GANTT et inclue la durée prévisionnelle des phases de préparation des travaux et d'approvisionnement.
Il intègre également les durées de travaux rendant inaccessibles certaines zones ou certains équipements. Il est fourni au CEA pour approbation préalable à l'engagement des travaux.
- **Plans :**
Les plans et dessins sont réalisés conformément aux exigences des métiers décrites dans les cahiers des charges spécifiques ou expressions de besoin. Ils sont transmis au CEA pour approbation avant exécution. Ils sont fournis aux formats informatiques PDF et AUTOCAD (version 2021 et compatible avec les versions antérieures).
- **Fiches techniques de matériel :**
Les fiches produit sont fournies pour approbation au CEA avant exécution.
- **Echantillons :**
Pour approbation du CEA avant exécution des travaux.
- **Note de calcul :**

Pour approbation du CEA avant exécution des travaux.

Tous les documents soumis à l'acceptation du CEA, doivent avoir suivi le circuit interne d'approbation des documents du Titulaire. Ils sont ensuite transmis au CEA 5 jours ouvrés avant la date prévisionnelle d'exécution des travaux pour permettre la vérification des documents.

Le CEA appose un visa sur le document et le renvoie au Titulaire :

- Visa Avec Observation (VAO)

Dans ce cas, le Titulaire met à jour le document en prenant en compte les remarques du CEA, et lui transmet à nouveau pour observation.

- Visa Sans Observation (VSO)

Le CEA accepte le document tel quel.

Le Titulaire déclare alors le document Bon Pour Exécution (BPE) : Le Titulaire diffuse le document au même indice avec la mention BPE.

7.5. RECEPTION ET FACTURATION

Le Titulaire se doit d'informer le CEA de la fin de la réalisation des travaux sous 48 heures.

Lors des opérations préalables à la réception, le Titulaire doit faire valider par le CEA les notes de calculs, les essais, les plans et les documents techniques TQC qui comportent les éventuelles rectifications résultant des modifications apportées en cours d'exécution.

Si aucune anomalie n'est constatée, un Procès-Verbal de réception (PV) est signé contradictoirement par les parties.

En cas d'anomalies mineures, le PV de réception est signé avec réserves et les dates de levées de réserves y sont précisées.

Dans le cas où le CEA constate des anomalies majeures, la réception est refusée. Dans ce cas, le Titulaire s'engage à corriger ses travaux dans les meilleurs délais avant toute nouvelle vérification préalable à la réception.

La réception doit obligatoirement être accompagnée de la remise des documents demandés dans le cahier des charges techniques particulier ou dans la demande d'intervention.

Une fois le PV signé, l'ordre de travail est donné à la PCM CEA dans les 2 jours ouvrés pour clôture dans la GMAO par le CEA.

Pour les DIU, il est demandé au Titulaire de remettre un devis à chaque fin de mois, regroupant toutes les interventions du mois passé. Ce devis devra être accompagné des photocopies des B.I. signés (ouverture et clôture). Après validation du devis, une commande sera éditée et un PV signé par toutes les parties.

7.6. LIEU D'EXECUTION / BASE VIE / INSTALLATION DE CHANTIER

L'ensemble des travaux sera réalisé sur le site du centre CEA/DAM Ile de France de Bruyères-le-Châtel. Les locaux et bâtiments concernés y seront précisés ainsi que leurs contraintes propres (accès, sécurité...).

Il est demandé au Titulaire d'adhérer à la convention d'accès à la zone entreprise du CEA/DAM – Ile-de-France (NZE).

Le Titulaire aura à sa disposition une aire bétonnée pour y installer, si nécessaire et à sa charge, le ou les bungalows dont il jugera utile de disposer (stockage).

Les sanitaires et zone réfectoire sont mises à disposition par le CEA.

Toute interruption du marché, pour motif de résiliation, quelle qu'en soit l'origine, mettra fin automatiquement à ces mises à disposition.

Pour chaque intervention, le Titulaire indique, au cours de la préparation du chantier, les besoins fonctionnels en zone de stockage liés à la nature ou l'envergure de ses prestations. Ces zones de stockage devront être déterminés en accord avec le STL et le chef d'installation préalablement à son intervention.

7.7. CONDITIONS D'INTERVENTION DU PERSONNEL SUR LE SITE

Le personnel affecté par le Titulaire devra répondre aux critères de sécurité du CEA afin d'obtenir une autorisation d'accès ponctuelle ou permanente sur le site du CEA. Chaque personnel devra renseigner annuellement un formulaire d'enquête administrative pour être autorisé à accéder au site.

Le Titulaire veillera à demander au CEA la création de badges photo avec la mention « AC » pour les responsables des équipes intervenant sur site. Une personne sans badge photo ne peut circuler seule sur le site sans être accompagnée d'une personne badgée photo avec la mention « AC » pour accompagnateur. Ce sera ces personnes qui assureront l'accompagnement des chauffeurs ou livreurs du Titulaire lors des travaux.

Une opération ne pourra s'exécuter qu'après une autorisation du chef d'installation du STL ou de son représentant. Compte tenu de la présence en continue de personnels CEA ou d'entreprises extérieures circulant en véhicule ou à pieds, le Titulaire s'assurera de la bonne tenue de ses dispositifs de protections collectives et des règles de circulation au sein du site.

Le non-respect de cette règle entraînera à des pénalités et potentiellement l'exclusion du CEA du personnel en défaut.

7.8. HORAIRES DE TRAVAIL

Le Titulaire respectera les heures ouvrées du site, sachant que « les horaires de travail du personnel » sont les horaires minimums et que « les horaires d'ouverture du CEA/DIF » sont les horaires maximums :

<u>horaires d'ouverture du CEA/DIF *</u>	<u>horaires de travail du personnel CEA*</u>
7H30	8H20
19H30	17H00

** du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA*

La durée quotidienne de travail effectif ne peut excéder 10 heures.

Le CEA/DIF informera le Titulaire des dates de fermetures collectives pour chaque année d'exécution du marché (en général 10 jours ouvrés).

7.9. TRANSPORTS ET COMMUNICATION

Le Titulaire prendra à sa charge le transport de son personnel et de l'outillage à l'intérieur et à l'extérieur du Centre. Il doit préciser le nombre et le type de véhicules utilisés sur le Centre.

Le règlement intérieur interdit l'introduction de tout objet électronique sur le site (téléphone, ordinateur, tablettes, appareils photos, ...). Le Titulaire pourra faire une demande d'autorisation d'utilisation d'un

appareil de téléphonie mobile à usage strictement professionnel sur le site pour les personnes badgées photo.

7.10. FLUIDE

Le CEA mettra à disposition l'ensemble des fluides nécessaires à la réalisation des Travaux (eau, électricité...).

7.11. MATERIEL

Il n'est pas prévu de mise à disposition de matériel par le CEA.

7.12. ENLEVEMENT DES GRAVOIS, MATERIEL ET MATERIAUX ET NETTOYAGE DU CHANTIER

Le Titulaire et ses sous-traitants éventuels s'engagent à respecter la politique environnementale du site. Dans ce cadre, ils se conforment aux règles de gestion et de tri des déchets en vigueur sur le site.

Le Titulaire est responsable des déchets qu'il produit sur le site au cours de sa prestation.

Il devra :

- Prendre en compte l'incidence du tri sélectif des matériaux suivant la réglementation en vigueur,
- Respecter les procédures applicables sur le site, en particulier la politique environnementale en s'engageant à favoriser en priorité la valorisation matière.

Il assure pour ses prestations la gestion des déchets dangereux ou non dangereux spécifiques à son activité et fournit au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments de traçabilité associés à la prise en charge de ces déchets.

Concernant les déchets « non dangereux », le Titulaire fournira le bon de pesée avec le code de traitement associé ainsi que le poids des déchets dans un délai d'un mois suivant leur évacuation. Il est spécifié que le terme « déchet » comprend également tout emballage et accessoire de transport ou de manutention.

Concernant les déchets dangereux, les BSD seront renseignés sur le logiciel « Trackdéchets » au préalable par le Titulaire. Si le transport de ces déchets est soumis à l'ADR, leur évacuation devra faire l'objet d'un enregistrement (via l'outil interne CEA : PILOTE) et d'un contrôle par le Bureau Transport du site avant le départ.

Le Titulaire doit l'enlèvement des gravois provenant des travaux. Il devra se renseigner sur les filières et exutoires avant la remise de son offre, aucune plus-value ne sera accordée pour exutoire éloigné, quelle que soit la nature des produits à évacuer.

Les déchets devront faire l'objet d'un tri sélectif et d'une traçabilité (cf § 9.2.4), dont l'objectif est de recycler 70 % des déchets de chantier. Le Titulaire fournira tous les trimestres la part des matériaux recyclés et enfouis (réunions trimestrielles/annuelles).

Il sera également tenu de nettoyer les cheminements qu'il emprunte pour l'exécution de ses travaux.

A la fin des travaux, le Titulaire devra remettre en parfait état de propreté l'ensemble de la zone de chantier.



7.13. GESTION DU PATRIMOINE

En fin de chantier et préalablement à la réception des Travaux, le Titulaire devra obligatoirement remettre à la PCM ou au CT les notes de calcul, les plans et documents techniques « Tel que Construit » (cf § 7.3).

Afin que la cellule patrimoine du STL puisse mettre à jour le patrimoine du Centre, le Titulaire fournira en plus des plans de récolement, un document précisant la nature des matériaux mis en œuvre et des matériels installés.

Les documents seront fournis en deux exemplaires papiers et sur support CD-ROM.

Dès leur réception, ces documents, notes et plans deviennent propriété du CEA.

7.14. CHOIX DU MATERIEL

L'ensemble du matériel et des équipements proposés par le Titulaire seront neufs.

Les matériels, appareillages et autres équipements mis en œuvre seront conformes aux dernières normes NF en vigueur qui s'appliquent dans leur domaine respectif.

Il appartiendra au Titulaire de se faire délivrer les certificats de conformité des équipements et matériels installés. Le Titulaire devra s'assurer que le matériel mis en œuvre répond aux exigences de sécurité et de service dans les conditions d'emploi prévues.

8. DISPOSITIONS RELATIVES A LA QUALITE

8.1. QUALITE D'EXECUTION

Le Titulaire devra faire référence aux normes françaises et européennes en vigueur à la date de la notification du marché pour toutes les spécialités mises en œuvre, et devra s'y conformer. Il devra vérifier la conformité des procès-verbaux d'essai des matériaux employés avec ces normes. Le Titulaire doit proposer une fourniture et une mise en œuvre totale et parfaite, suivant les règles de l'art et les normes en vigueur au moment de la réception des travaux.

Le Titulaire est réputé connaître les obligations et responsabilités qui découlent pour lui de l'application de la réglementation.

Les travaux seront exécutés en respect des règles de l'art pour tous les métiers concernés.

8.2. DOCUMENTS DE REFERENCE – SIGLES

- 1 W - NF EN ISO 9001 : Système de management de la qualité - exigence
- 2 W - NF EN ISO 9004 : Système de management de la qualité – lignes directrice pour l'amélioration des performances.
- 3 W - RG.AERO.000.40 : Recommandation générale pour la spécification de management de programme.
- 4 W - NF EN ISO 14001 : Système de management de l'environnement

8.3. EXIGENCES D'ASSURANCE QUALITE ISO 9001

Le marché fera l'objet de l'application d'un système d'assurance qualité. De ce fait, le Titulaire doit mettre en place un référentiel d'Assurance Qualité répondant à l'esprit de l'ISO 9001. Il peut faire référence à son Manuel Qualité ou Manuel d'Assurance Qualité à condition que les parties citées soient jointes (ou la localisation clairement identifiée) et qu'elles s'appliquent pleinement et sans modification à l'accord-cadre.

8.4. EXIGENCES COMPLEMENTAIRES POUR LES REFERENTIELS ISO 9001

8.4.1. Responsabilité de la Direction

Le responsable de site désigné par le Titulaire est responsable de la qualité des travaux de l'ensemble des membres de son équipe. Il doit pour cela être doté de moyens adéquats pour atteindre ses objectifs. Il est de fait l'interlocuteur privilégié du Correspondant Qualité du CEA pour l'affaire en objet. Le Titulaire peut néanmoins nommer une autre personne qui, nonobstant d'autres responsabilités, a une autorité pour définir, mettre en œuvre, vérifier et entretenir un système qualité répondant à ces présentes exigences.

8.4.2. Plan d'Assurance Qualité Particulier

Le Titulaire présente un PAQP pour acceptation par le CEA. Le PAQP est établi par le Titulaire pour décrire les dispositions spécifiques qu'il prend en matière d'Assurance de la Qualité pour un produit particulier et pour répondre aux exigences contractuelles d'Assurance de la Qualité, exprimées par son client. Les dispositions spécifiques décrites dans le PAQP prévalent sur les dispositions correspondantes du Manuel Assurance Qualité ou du Manuel Qualité.

Il décrit principalement :

- L'organisation générale de l'entreprise et l'organisation particulière mise en œuvre pour cet accord-cadre,
- Les missions et les fonctions des intervenants (en rappelant leurs interfaces avec le CEA),
- La maîtrise des documents et des données de l'accord-cadre,
- Les conditions d'installation et de conduite des chantiers,
- La gestion des interfaces,
- La planification type des interventions sur les chantiers,
- La coordination et le pilotage interentreprises,
- La maîtrise des processus de réalisation,
- Les modalités de contrôles, essais (en phases exécution des travaux et O.P.R.). Un plan de contrôle type doit être remis,
- La maîtrise des non-conformités et traitement des écarts.

Dans le cas particulier d'un groupement momentané d'entreprises ou d'un fonctionnement avec plusieurs entreprises sous-traitantes et outre les éléments demandés ci-dessus, le PAQP doit mentionner toutes les entreprises qui interviennent pour la bonne exécution des travaux ainsi que leur organisation spécifique interne vis-à-vis de la bonne exécution des travaux.

Le PAQP doit mentionner l'organisation inter-entreprises spécifique mise en place avec la justification d'une telle organisation et le rôle opérationnel joué par chaque entreprise, ainsi que sa place dans la prise de décision liée à la bonne exécution des travaux.

Le PAQP est transmis au plus tard un mois après la signature du marché. Ce document présente ce à quoi le Titulaire s'engage afin de respecter les exigences du DCE en matière d'assurance de la Qualité. Il est présenté au CEA pour acceptation.

Lors de la remise des offres, les soumissionnaires doivent remettre un PAQ préliminaire. Celui-ci décrit de manière succincte ce que l'on doit trouver dans le document complet. Il montre surtout vis-à-vis d'un fonctionnement interentreprises l'organisation pressentie. Il montre également que l'on a pris en compte et compris les exigences d'Assurance Qualité demandées pour la bonne exécution du marché.

8.4.3. Maîtrise des procédés

Par tous les procédés nécessitant une habilitation, le Titulaire doit apporter la preuve de la qualification de ses personnels (CACES, AIPR Opérateur ou Encadrant et autres habilitation).

8.4.4. Fiche d'Evènement

Suite à la détection d'un écart dans la réalisation de la prestation ou sur un équipement du périmètre concerné, le CEA ouvrira une fiche dite Evènement (FE). Cette fiche sera transmise au Titulaire pour information et traitement. Selon sa gravité, le dysfonctionnement pourra être communiqué au CEA dès son constat, par téléphone ou tout autre moyen, avant même que la FE ne soit ouverte.

Au maximum dans les 2 heures suivant la constatation du dysfonctionnement le Titulaire devra être en mesure de fournir au CEA une première analyse du dysfonctionnement.

Le pilote du contrat validera la fiche et la suivra jusqu'à ce qu'elle soit soldée par le Titulaire. Une fois soldée, la fiche d'évènement sera fournie au CEA puis archivée.

Les écarts, lors de l'ouverture d'une FE (fiche évènement) pourront entraîner des pénalités selon la gravité de l'écart.

9. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SANTE, LA SECURITE ET L'ENVIRONNEMENT

La santé et la sécurité font partie intégrante de la bonne exécution des travaux.

Le responsable du Titulaire sur le site devra informer le pilote du contrat CEA de toute difficulté particulière rencontrée, lors de leurs échanges journaliers, à travers les réunions trimestrielles/annuelles et notamment des dysfonctionnements pouvant se produire sur les installations exploitées.

9.1. EXIGENCES SANTE, SECURITE

9.1.1. Plan de prévention et Bon d'Intervention

Le Titulaire est soumis, tant pour ce qui le concerne que pour ses sous-traitants, aux dispositions prévues par les articles R4511-1 et suivants du Code du Travail relatifs aux travaux effectués dans un Établissement par une Entreprise Extérieure.

Dans ce cadre, et préalablement au démarrage de la prestation, une Réunion d'Inspection Commune (RIC) est organisée a minima 5 jours avant le démarrage de la prestation entre le Titulaire, ses sous-

traitants dûment acceptés et le CEA. Un plan de prévention cadre, renouvelé annuellement sera conclu entre le Titulaire, ses sous-traitants et le CEA pour l'ensemble prestations liées au marché. Le plan de prévention est établi pour l'ensemble des prestations décrites dans ce cahier des charges.

Le Titulaire devra renseigner un formulaire entreprises décrivant notamment l'organisation qu'il met en place pour la prestation ainsi que les risques notables liés à ses activités et l'analyse de risques associée. Le renseignement et la transmission de ce formulaire au CEA conditionnera la réalisation du plan de prévention.

Le Titulaire aura en charge de porter à la connaissance de l'ensemble de son personnel intervenant sur site des éléments consignés dans le plan de prévention. Il veillera à ce que les mesures de prévention soient mises en œuvre et alertera le CEA de toutes difficultés, de tous changements de modes opératoires, de changements d'horaires, de livraisons de matériels, etc...

Préalablement à toute opération, un Bordereau d'Intervention (BI) (cf. annexe II) sera rédigé afin d'analyser les risques au plus près de l'opération à réaliser. En outre, les opérations non mentionnées dans le plan de prévention cadre et constituant un travail dangereux au sens de l'arrêté du 19 mars 1993 ou présentant un risque de co-activité avec le CEA seront soumises à la rédaction d'un plan de prévention spécifique à l'opération à réaliser ou un avenant.

Le BI est initié par la PCM et/ou le CT du STL et renseigné par le Titulaire (évaluation des risques associées à l'intervention et définition des moyens de prévention et de protection associés) et validé et signé par le Chef d'Installation ou l'ISI qui peut éventuellement compléter le BI (risques liés à son installation).

Le BI est à signer avant et après chaque intervention et doit être retourné obligatoirement à la PCM et/ou au CT du STL dès la fin d'intervention.

Si l'intervention concerne une entreprise en sous-traitance, le BI devra être renseigné et signé par le sous-traitant.

9.1.2. Equipements de protection individuelle et collective

Sauf disposition contraire, le Titulaire fournit les équipements de protection individuelle et collective nécessaires à la réalisation des prestations.

9.1.3. Formation, habilitation et autorisation de conduite

Le Titulaire et ses sous-traitants éventuels mettent en place sur les postes de travail qui le nécessitent des personnels habilités et formés.

Ils tiennent à la disposition du CEA les justificatifs de formations (Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité ou CACES, Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux ou AIPR), les autorisations de conduite et titre d'habilitation exigées par la réglementation pour la réalisation de la prestation.

9.1.4. Travaux par points chauds

Tous travaux sur le site nécessitant la réalisation de travaux par point chaud (meulage, soudure...) sont soumis, préalablement à sa réalisation, à la rédaction d'un permis-feu. Il doit être établi par le Titulaire, validé par le chef d'installation, ou son représentant, qui le transmettra à la FLS au plus tard 48 heures avant l'intervention.

Si des inhibitions d'alarmes sont nécessaires, elles doivent être demandées à la FLS via le chargé de travaux STL, et après accord du chef d'installation concernée par les travaux.

La mise en œuvre de moyens de protection (extincteur, écran de protection ...) spécifiques à ce type d'opération relève de la responsabilité du Titulaire et de ses sous-traitants et, doivent être fournis par le Titulaire pour la réalisation des travaux.

9.1.5. Point d'arrêt

En cas d'intervention sur des équipements particuliers tel que les EIS (Elément important pour la sûreté) ou EPS (élément participant à la sûreté), pour les installations individuelles. Les dispositions prises ont pour objet d'assurer que l'impact de l'intervention sur la sûreté de l'installation est acceptable et garantir qu'en fin de l'intervention les caractéristiques nominales ont été rétablies. Au démarrage des travaux, le CEA informera le Titulaire sur ces points.

9.1.6. Gestion du risque amiante

Les Dossiers Techniques Amiante (DTA) sont détenus dans les locaux du STL et consultables par les entreprises contre signature d'un registre. Au besoin, des Diagnostics Amiante Avant Travaux (DAAT) sont réalisés en complément afin de confirmer la présence ou l'absence d'amiante et valider les conditions d'intervention du Titulaire.

Dans le cas de présence d'amiante avérée, un point d'arrêt sera réalisé avec le Titulaire, la PCM et le correspondant amiante du STL.

Le Titulaire devra justifier d'une formation de ses salariés pour toute intervention en sous-section 4 ou sous-section 3.

En conformité avec l'arrêté du 8 Avril 2013, le Titulaire devra être en mesure de mettre en œuvre les prescriptions de cet arrêté pour les interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres amiantes (travaux dits de sous-section 4 selon le code du travail) ou pour les travaux de désamiantage (travaux dits de sous-section 3).

Cela vaut pour les interventions de réfection, de réhabilitation, de dépose de plaques et de conduites en fibrociment ou encore d'enrobés amiantés.

En aucun cas le Titulaire ne pourra prendre pour argument la non disponibilité d'opérateurs qualifié, ou d'équipement technique ou de protection spécifique pour justifier du retard ou de la non-exécution des prestations dues au présent cahier des charges.

Le prestataire devra fournir les Plan de Retrait Amiante (PRAM) contenant ses processus et les modes opératoires d'intervention sur les matériaux amiantés (dont le carottage pour contrôle). Ces documents seront soumis à la relecture du correspondant amiante du STL et du référent amiante du Centre. Ils pourront faire d'éventuels remarques que le Titulaire devra prendre en compte dans une mise à jour des documents. Les PRAM devront être déposés sur DEMATAMIANTE conformément à la réglementation applicable.

9.1.7. Travaux en hauteur/nacelle/échafaudage

Comme pour les travaux en galerie technique, le chef d'installation doit être prévenu des montées et descentes des personnels du Titulaire. Ils ne doivent pas travailler seuls et le port des EPI est obligatoire. Les personnels doivent vérifier avant tous travaux sur toiture le type d'activité des locaux et établir un planning d'intervention en fonction. Une protection périphérique ou sous toiture est requise pour les bâtiments dépourvus de garde-corps.

Lors de travaux avec nacelle, les deux intervenants doivent posséder le CACES (Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité) valide.

Pour la mise en place d'un échafaudage, le Titulaire doit prévoir une inspection pour établir sa certification avec le début des travaux. Cette certification devra être communiquée au chef d'installation et au CT du STL.

9.1.8. Accident du travail

Le Titulaire adressera un état récapitulatif trimestriel des accidents du travail survenu à ses salariés ou aux salariés d'un de ses sous-traitants (le cas échéant). Il participera en collaboration avec le CEA à l'analyse des accidents dans l'optique d'en identifier les causes potentielles et de proposer des mesures de prévention adéquate.

9.2. EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

Le CEA est engagé dans une politique environnementale et est certifié ISO 14001, il sera donc particulièrement sensible à l'engagement environnemental du Titulaire.

Dans ce contexte, le Titulaire veillera à prendre en compte les exigences associées concernant le système de management environnemental avec :

- sa démarche environnementale d'entreprise et son engagement au titre de la norme ISO 14001,
- des éléments d'analyse de cycle de vie (impacts environnementaux, limitation de la consommation des ressources naturelles, gestion de la fin de vie des matériaux...) des structures et/ou solutions techniques proposées,
- un document détaillé des caractéristiques techniques des produits utilisés (fiches produits et FDES),
- les mesures prises pour limiter la production de déchets sur le chantier et optimiser leur valorisation,
- la justification des filières retenues pour la valorisation, le traitement ou l'élimination des déchets produits par les chantiers,
- les actions en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les déplacements de son personnel,
- les actions de sensibilisation aux enjeux environnementaux et aux bonnes pratiques menées en direction de son personnel,
- plus généralement, la mise en avant des atouts environnementaux du Titulaire.

9.2.1. Respect de la faune et la flore

Le Titulaire s'assurera des disposition environnementales en réalisant des travaux dans le respect des espèces protégés (faune et flore) proches du chantier.

9.2.2. Limitation des gaz à effets de serre (GES)

Afin de limiter les émissions de GES dues aux déplacements :

- Le Titulaire proposera un plan logistique pour limiter les émissions de GES dues aux engins, puis le Titulaire doit mettre en œuvre ce plan logistique,

- Les conducteurs d'engins devront être formés à l'éco conduite ou conduite éco-citoyenne.

Le Titulaire doit fournir dans son offre un plan logistique listant les véhicules et engins prévus, leurs caractéristiques (consommation de carburant, production de micro particules, norme, les distances prévisionnelles parcourues).

À partir de ces informations, le Titulaire fournira une estimation des émissions de GES sur la base des facteurs d'émissions de l'Ademe (www.bilans-ges.ademe.fr).

9.2.3. Autres exigences environnementales

Le Titulaire s'engagera à intégrer les enjeux environnementaux dans les prestations qui lui seront confiées. Il s'engagera à porter une attention particulière sur :

- la limitation de la quantité de matériaux de par sa forme,
- des modes constructifs et revêtements à moindre impact carbone,
- des principes de mise en œuvre moins énergivores,
- un recours aux matériaux séparables en fin de vie.

9.2.4. Indicateurs de performance environnementale

En tant qu'entreprise responsable, le CEA s'inscrit dans les axes dégagés par le Grenelle de l'Environnement sur les aspects sociaux, sociétaux, et environnementaux. Sur ce dernier point, le CEA a engagé une politique volontariste pour participer à l'effort d'économies et d'utilisation rationnelle des ressources et de préservation de l'environnement, et mis en place le suivi d'un certain nombre d'indicateurs.

Dans le cadre de ses travaux, le Titulaire informe le Pilote du Contrat de tous points et anomalies susceptibles d'impacter l'environnement et autres dépenses énergétiques anormales.

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA des indicateurs de performance environnementale lors des bilans annuels.

Il est attendu du Titulaire qu'il fournisse au moins les indicateurs suivants :

- Reporting complet des déchets (volume, type, valorisation, volume orienté vers le réemploi),
- Bons de pesée et traçabilité,
- Emissions de CO₂ générées par les déplacements.

Le soumissionnaire fournira les autres indicateurs de performance environnementale qui lui semblent pertinents. Les indicateurs pourront être complétés, en cours d'exécution du marché, sur proposition du Titulaire et sous réserve de l'accord préalable du CEA.

10. ORGANISATION DE LA PRESTATION

10.1. REUNIONS

10.1.1. Réunion de lancement du marché

La réunion de lancement du Marché sera organisée par le CEA dans les quinze jours suivant la notification du Marché.

Elle aura pour but de permettre au CEA de s'assurer que les exigences du Marché (de performance, de coût, de délai, de management, de protection des informations...) sont comprises et prises en compte et au Titulaire, de faire la démonstration qu'il a bien mis en place les moyens et dispositions nécessaires pour débiter et exécuter les prestations du Marché conformément aux exigences contractuelles, notamment calendaires.

Elle permettra les présentations des équipes et également de préciser les modalités pratiques d'exécution des prestations.

Participeront obligatoirement à la réunion de lancement, les interlocuteurs désignés par le Titulaire pour l'exécution du Marché et les interlocuteurs désignés par le CEA.

Le Titulaire présentera lors de la réunion de lancement les informations précisées dans l'ordre du jour.

Elle sera dans la mesure du possible couplée à la réunion d'inspection commune.

Cette réunion de lancement devra examiner les points suivants :

- L'organisation effectivement mise en place : logique générale, planning contractuel, principaux acteurs, organigrammes fonctionnels et nominatifs, modalités de continuité de services, suivi des exigences ...,
- Le rappel des spécifications et exigences du présent cahier des charges,
- Les activités définies en regard des prestations à réaliser : les plannings détaillés, l'organigramme des tâches, le plan de charge, les points durs ... les hypothèses associées,
- Le PAQP et les procédures associées,
- La présentation de ses éventuels sous-traitants,
- Les compétences et habilitations,
- Le cadre et les formats d'échanges, les tableaux de bord de suivi du Marché,
- Les risques éventuellement identifiés (performance, coût, délais, interfaces) et les dispositions prévues pour les maîtriser,
- Les dispositions logistiques prévues par le Titulaire.

10.1.2. Réunions trimestrielles

Sur l'ensemble de la durée du marché, des réunions trimestrielles seront réalisées en présence du Titulaire, de la PCM CEA, du chef GSQEP, du chef du STL et du BACO. Lors de ces réunions, un bilan des prestations réalisées sur la période comprenant les DIU et les demandes ponctuelles sera remis par le Titulaire.

Ces réunions permettront au Titulaire de démontrer la maîtrise de ses travaux, des prestations et la tenue de ses objectifs en fonction des indicateurs de suivis (cf § 10.3).

10.1.2.1. Rapport d'activité Trimestriel

Le Titulaire remettra également au CEA un rapport d'activité qui présentera l'ensemble des interventions et le montant des dépenses réalisées sur le Centre de Bruyères-le-Châtel.

Le Titulaire sera tenu de préparer chaque réunion de suivi et de fournir un rapport d'activité 5 jours ouvrés avant la réunion.

L'ordre du jour minimal de ces réunions sera :

- Examen du compte-rendu de la réunion de suivi précédente,
- Point sur l'avancement de la prestation sur la base d'un bilan trimestriel écoulé,
- Évaluation des écarts éventuels par rapport aux CSTP rédigés par la PCM et/ou les CT,
- Examen des problèmes rencontrés par le Titulaire pouvant empêcher le bon déroulement de la prestation,
- Définition des actions à entreprendre (qui, quoi, quand, comment),
- Point sécurité,
- Un bilan du déroulement du Marché, de l'avancement des prestations, d'organiser les prestations pour la période suivante et de traiter les points durs :
 - État d'avancement des prestations/éléments de mission par rapport à la référence contractuelle - Analyse du déroulement des prestations – présentation des éventuelles difficultés,
 - État des actions de management de la qualité, durant la période écoulée,
 - Présentation des plannings et plans de charge mis à jour, l'analyse des écarts à la référence, les actions réalisées ou proposées, l'analyse mise à jour des chemins critiques,
 - Analyse des difficultés rencontrées, quelle qu'en soit l'origine, et des solutions apportées ou proposées,
 - Analyse des écarts constatés par rapport aux spécifications ou exigences techniques du Marché, et des solutions palliatives apportées ou proposées,
 - Présentation de la liste nominative et du tableau de bord de suivi des habilitations et qualifications professionnelles des intervenants du Titulaire et de ses éventuels cotraitants ou sous-traitants, présentation des évolutions,
 - Bilan de l'administration du Marché dont présentation du tableau de suivi des demandes de modification en cours d'examen et/ou adoptées, état des paiements et factures...),
 - Dispositions à mettre en œuvre durant la période suivante,
 - Bilan des déchets évacués et la part des matériaux recyclés et enfouis,
 - Suivi des actions mis en évidence dans chaque CR de réunion à l'aide d'un tableau de suivi des actions pouvant prendre la forme présentée ci-dessous :
 - Action à réaliser, responsable de la réalisation de l'action,
 - Délai pour réaliser l'action,
 - Action clôturée.

10.1.2.2. Indicateurs

A chacune de ces réunions, le CEA examinera les indicateurs listés au §10.2. Ces indicateurs seront intégrés dans le rapport fourni par le Titulaire. Le rapport sera intégré en annexe du compte rendu de réunion rédigé par le CEA.



10.1.3. Réunions annuelles

Le CEA programmera une réunion chaque année qui sera réalisée en présence du Titulaire, de la PCM CEA, du chef GSQEP, du chef du STL, d'un représentant du DSTG et du BACO.

10.1.3.1. Rapport d'activité annuel

Le rapport intégrera les points listés au § 10.1.2, il fera la synthèse du retour d'expérience de l'année N-1 et proposera des axes d'améliorations à mettre en place pour l'année N en prenant en compte les aspects environnementaux. Les axes d'améliorations identifiés par le Titulaire et le CEA seront notamment exposés à ces réunions annuelles. Le rapport d'activité sera à remettre au CEA, 10 jours ouvrés avant la date de la réunion.

Le Titulaire remettra également au CEA un rapport annuel qui présentera l'ensemble des interventions et le montant des dépenses réalisées sur le Centre de Bruyères-le-Châtel.

10.1.3.2. Indicateurs

Le CEA examinera les indicateurs listés au §10.2. Ces indicateurs seront intégrés dans le rapport fourni par le Titulaire. Le rapport sera intégré en annexe du compte rendu de réunion rédigé par le CEA.

10.2. VISITES DE CHANTIER

Les réunions de chantier seront hebdomadaires durant la phase de réalisation des travaux. Il y sera évoqué l'avancement au quotidien du chantier et le constat de franchissement des différents jalons.

Devront être obligatoirement présent lors de ces réunions, le conducteur de travaux du Titulaire (ou son représentant), ses sous-traitants concernés et la PCM ou le CT CEA.

La périodicité de ces réunions pourra être cependant adaptée à chaque phase d'avancement, notamment pour les études d'exécution.

A la réunion suivante, tous les éléments vus à la réunion précédente seront abordés et une situation sera faite. Si le chantier prend fin, le Titulaire effectuera une visite avec la PCM ou le CT CEA.

À l'issue de cette visite, le Titulaire remettra les bons d'interventions (originaux ou copies) pour clôture de l'action.

Les comptes rendus de l'ensemble des réunions seront rédigés par le CEA ou son représentant sous 3 jours ouvrés.

Chaque compte rendu vaudra convocation pour la réunion suivante et pourra notamment définir les participants à la prochaine réunion.

10.3. INDICATEURS DE SUIVI

Afin de démontrer la maîtrise de ses travaux, des prestations et la tenue de ses objectifs, le Titulaire met en place et assure le suivi régulier d'indicateurs de suivi.

Ces indicateurs permettront de contrôler la qualité globale, de détecter les anomalies ponctuelles et de mesurer la qualité des prestations. Ils pourront être organisationnels, de sécurité, techniques, administratifs ou d'ordre humain.

Les indicateurs seront suivis trimestriellement. Ils seront présentés et commentés au CEA lors des réunions de suivis et dans les rapports remis trimestriellement par le Titulaire (cf §10.1.2.2).

Au sein de ce marché, les indicateurs sont au nombre de cinq listés ci-dessous.

10.3.1. Indicateur 1 (IQ1) : Délai moyen de fourniture des chiffrages des Gros travaux de VRD

Dans le cadre du marché de VRD, des demandes particulières de travaux, limités à 50 000 euros H.T. par affaire, seront transmises au Titulaire. L'indicateur de suivi 1 ou IQ1 consiste à calculer le délai moyen de remise des chiffrages des demandes de gros travaux.

La date de remise correspond à la réception par le CEA d'un devis recevable, donc complet et cohérent en termes d'utilisation des unités d'œuvre remises dans l'offre du Titulaire.

Le délai de référence correspond au délai entre l'envoi de l'expression de besoin particulière du CEA et la transmission du devis par le Titulaire. Ce délai est fixé à 10 jours ouvrés maximum.

Le Titulaire devra tenir à jour le décompte des délais de façon continue et établir une moyenne sur une durée de trois mois. Celle-ci constituera l'indicateur IQ1.

En cas d'écart moyen supérieur à 20 jours ouvrés ($IQ1 > 20$) une pénalité sera appliquée selon les dispositions de l'article « pénalités » du marché.

10.3.2. Indicateur 2 (IQ2) : Délai moyen de fourniture des décomptes mensuels des Demandes d'Interventions Urgentes (DIU)

En parallèle des gros travaux, le Titulaire aura ponctuellement des actions à mener en urgence sur le Centre de Bruyères-le-Châtel (réf § 6.11). L'indicateur 2 consistera à calculer l'écart (en jours) entre la date de remise du décompte des DIU réalisées sur le mois précédent.

Ce délai de référence correspond à l'écart en jours entre le dernier jour du mois et la date de transmission par mail du devis à la PCM CEA. Ce délai est fixé à 10 jours ouvrés maximum.

Le Titulaire devra tenir à jour le décompte des délais de façon continue et établir une moyenne sur une durée de trois mois. Celle-ci constituera l'indicateur IQ2.

En cas d'écart moyen supérieur à 15 jours ouvrés ($IQ2 > 15$) une pénalité sera appliquée selon les dispositions de l'article « pénalités » du marché.

10.3.3. Indicateur 3 (IQ3) : Respect des délais de réalisation des DIU

Diverses actions urgentes seront transmises au Titulaire au cours du marché via des OT émises par le BT. Il devra réaliser cette action sous 5 jours ouvrés.

Ce délai de référence correspond à la date d'émission du bon d'intervention (BI) ou de l'OT par le Bureau Technique du CEA (14) et la date de réalisation correspondant à l'ouverture du BI. Ce délai est fixé à 5 jours ouvrés maximum.

Le Titulaire devra tenir à jour le décompte des délais de façon continue et établir une moyenne sur une durée de trois mois. Celle-ci constituera l'indicateur IQ3.

En cas d'écart moyen supérieur à 10 jours ouvrés ($IQ3 > 10$) une pénalité sera appliquée selon les dispositions de l'article « pénalités » du marché.

10.3.4. Indicateur 4 (IQ4) : Respect des dispositions de sécurité

Pour toutes interventions au sein du périmètre du CEA de Bruyères-le-Châtel, le Titulaire se doit de prendre toutes les dispositions nécessaires pour satisfaire aux exigences de propreté et de sécurité, notamment du port des EPI et des EPC, du respect des dispositions précisées dans les Plans de Préventions (procédures, choix des moyens d'intervention, respect des modes opératoires, des référentiels sécurité CEA).

À chaque constatation de non-respect de ces dispositions, le CEA notifiera le constat correspondant au Titulaire qui devra prendre immédiatement toutes les mesures correctives appropriées.

L'indicateur IQ4 correspondra au nombre de constats relevés par le CEA sur une période de trois mois.

Si l'indicateur IQ4 dépasse 3 ($IQ4 > 3$), une pénalité sera appliquée selon les dispositions de l'article « pénalités » du marché.

10.3.5. Indicateur 5 (IQ5) : Respect des exigences environnementales

Dans le cadre des DIU et des prestations particulières, le Titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour satisfaire aux exigences environnementales définies au chapitre 0 du présent CSTP.

Le Titulaire établit un bilan environnemental de façon continue, par année.

Celle-ci constitue l'indicateur IQ5.

L'indicateur IQ5 correspond au nombre de non-respects des exigences environnementales relevés par le CEA annuellement. Si l'indicateur $IQ5 > 3$, une pénalité est appliquée selon les dispositions de l'article « pénalités » du marché. Des axes d'améliorations seront demandés au Titulaire à la suite de chaque bilan annuel.

ANNEXE I - DESCRIPTION DES VRD

Quelques chiffres :

- Réseau routier :
 - routes : 12 000 m pour une surface de 77 000 m²
 - parkings : surface de 42 000 m²
 - voies piétonnes : surface de 25 000 m²
- Galeries Techniques : 2 200 m
- Assainissement : 12 200 m pour 990 regards
- Eaux Pluviales : 20 300 m pour 2 025 regards

ANNEXE II - MODELE DE BON D'INTERVENTION



BON D'INTERVENTION - N°

- ☐ Relié au Plan de Prévention N°.....
☐ Hors plan de prévention, Inspection Commune préalable (art. R. 4512-2 à 5 du code du travail) réalisée lors de la rédaction de ce BI

ALERTE A partir d'un poste téléphonique interne fixe : **18**
 Ce document doit être en possession de l'intervenant. La durée de validité du BI est limitée à 5 jours ouvrés

1 - ORDRE D'INTERVENTION		Numéro de commande		N°
Prestation à réaliser dans le cadre de ce BI : <input type="checkbox"/> Travaux <input type="checkbox"/> Maintenance <input type="checkbox"/> VRP <input type="checkbox"/> CEP <input type="checkbox"/> Services et logistique				
Descriptif de l'intervention :				
Lieu de l'intervention : B		Installation :	Date de début :	Durée prévue :
Chargé d'opération pour exécution	Demandeur	Correspondants de l'installation (titulaire/sup)	Entreprise intervenante	
Nom :	Nom :	Nom :	Nom entreprise :	
Unité :	Unité :	Unité :	Responsable :	
Bâtiment/pièce :	Bâtiment/pièce :	Bâtiment/pièce :	N° de Portable :	
Tél / Secrétariat :	Tél / Secrétariat :	Tél / Secrétariat :	Autre Téléphone :	

2 - ANALYSE DES RISQUES ET CONSIGNES AVANT INTERVENTION (matérialisation zones à risques, voies de circulation, d'accès aux locaux)

Interférences entre l'installation et l'intervention		Mesures de prévention, consignes, organisation	A la charge	
Risques liés à l'installation	Risques liés à l'intervention		CEA	EExt
<input type="checkbox"/>Présence EExt pour une autre opération.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Travaux en hauteur, chutes d'objets, excavation *.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Circulation, accessibilité.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/> Manutention mécanisée (chariot élévateur, grue) *	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Manutention manuelle.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/> Pièces lourdes en mouvement / mouvement rapide	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Rayonnement non ionisants (laser,...) *.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Rayonnements ionisants, Radiologique *.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Electrique *.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Chimique (CMR, Toxique ...) *.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Biologique *.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Cryogénie.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Ambiance pénible (bruit, poussière, odeurs,...).....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Amiante *.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Atmosphère explosive *.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Incendie.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Gaz comprimés.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Pyrotechnique *.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Anoxie.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Situation de travailleur isolé.....	<input type="checkbox"/>			
<input type="checkbox"/>Autres.....	<input type="checkbox"/>			

*** Risques et activités pouvant nécessiter un plan de prévention (voir la liste des travaux dangereux)**

Permis de feu : <input type="checkbox"/>	Inhibition Détection Incendie : <input type="checkbox"/>	Protocole de sécurité : <input type="checkbox"/>	Permis fouille : <input type="checkbox"/>	Prêt de matériel : <input type="checkbox"/>
(Convention de prêt obligatoire)				
Travailleur(s) classé(s) <input type="checkbox"/>	DIMR : <input type="checkbox"/> n°	BCR : <input type="checkbox"/> n°	Passage en zonage opérationnel : <input type="checkbox"/>	
Consignation : <input type="checkbox"/> et / ou Déconsignation : <input type="checkbox"/>	Electrique : <input type="checkbox"/>	Autres fluides : <input type="checkbox"/>	A préciser :	
Gestion des déchets : DND <input type="checkbox"/> DD <input type="checkbox"/> Déchets nucléaires <input type="checkbox"/>		Prise en charge : CEA <input type="checkbox"/> Entreprise <input type="checkbox"/> Sans objet <input type="checkbox"/>		

3 - VALIDATION DE L'INTERVENTION

Représentant Entreprise où délégataire	SPR ou PCR (si nécessaire)	Chef d'installation ou son représentant (pour autorisation)
Nom :	Nom :	Nom :
Date :	Date :	Date :
Signature :	Signature :	Signature :
Une Copie est conservée par le signataire pour la durée de l'intervention		

4 - FIN DE L'INTERVENTION (Ne fait pas office de réception de travaux)

Représentant Entreprise où délégataire	Chef d'installation ou son représentant	Une copie est archivée pendant 5 ans par l'installation en fin d'intervention
Nom :	Nom :	
Date :	Date :	
Signature :	Signature :	

ANNEXE III - REPARATIONS URGENTES EN 2025*

À titre indicatif, des chiffres non engageant sur les interventions réalisées sur le périmètre VRD :

SPECIALITE	NOMBRE D'INTERVENTIONS*									
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
VRD	53	59	85	33	5	12	18	22	40	19

***Extrait de la GMAO répertoriant de la base des demandes d'intervention**

Sous-domaine	Nombre d'interventions (2025)	Dont nombre d'interventions urgentes
Canalisation extérieure	0	64 %
Regard / Caniveau Technique	3	
Route	7	
Signalisation route	4	
Trottoir	1	
Divers	4	
TOTAL	19	